



Notifié le	Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture
Notification reçue le	
Publié le - 9 OCT 2020	
Certifié exécutoire, le Maire	
P/Le Maire par délégation	
	
 Béatrice DELMAS	

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

PERMIS DE STATIONNEMENT

Rue de la Poudrière

Stationnement interdit - Stationnement autorisé pour les 3 véhicules de chantier

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU l'arrêté N° 1957 publié le 07 Septembre 2020

VU la délibération n° 07 du Conseil Municipal du 16 décembre 2019 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2020,

VU la demande de l'Entreprise VERRIER Emmanuel, en date du 02 Septembre 2020, qui souhaite effectuer des travaux de rénovation d'un immeuble, en occupant temporairement le domaine public, Rue de la Poudrière.

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté N° 1957 publié le 07 Septembre 2020 est prorogé

ARTICLE 2 : A compter du 10 Octobre 2020 et jusqu'au 31 Octobre 2020, l'Entreprise VERRIER Emmanuel (siret n° 393 553 508 000 10), sis 4 rue du Cinsault - 34410 VENDRES est autorisée à occuper le domaine public au droit du n° 14 Rue de la Poudrière pour effectuer des travaux de rénovation d'un immeuble.

Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction expresse de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

ARTICLE 3 : Pour l'exécution des travaux, les mesures suivantes sont prises :

Rue de la Poudrière dans sa partie comprise entre la rue Barbes et l'impasse de la Poudrière :
- le stationnement sera interdit des 2 côtés de la voie et uniquement autorisé pour les 3 véhicules de l'entreprise et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux

Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Le requérant Entreprise VERRIER Emmanuel est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé, 4 rue du Cinsault - 34410 VENDRES, par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 99.00 € (quatre vingt dix neuf euros) pour 30.00 m² correspondant à 1.10 € par semaine par m², pendant 3 semaines conformément au catalogue des tarifs établi par la Ville.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par la société 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le requérant assurera la signalisation nécessaire de l'emprise du chantier par la mise en place des dispositifs de sécurité à destination du public.
Le véhicule devra être signalé et installé de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux immeubles, aux bouches d'incendie, etc..

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Le requérant supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

09 OCT 2020



Robert MENARD

Pour le Maire par délégation

L'Adjoint délégué

Yvon MARTINEZ

Adjoint chargé de la Voirie, du Stationnement, des
Espaces Verts et de la gestion des Déchets

